

Moins que jamais, plus que jamais

Partout, les systèmes de représentation démocratique sont à la peine. Ici, ils sont mis à bas, brutalement niés. Là, ils peinent à reconduire leur légitimité, entre crises et soubresauts. Pourtant, la démocratie comme système d'organisation des droits et des libertés reste plus que jamais un horizon douloureusement désirable pour la majeure partie des peuples du monde.

Pierre TARTAKOWSKY, président d'honneur de la LDH

Le « non » des électeurs grecs aux politiques d'austérité balayé d'un revers de main. Par référendum, le Président turc tord le bras à la Constitution et obtient de pouvoir se représenter *ad infinitum*. Venezuela et Equateur connaissent de semblables scénarios. Le « non » des Français au Traité constitutionnel européen ? Poussé sous le tapis grisâtre des « réalités économiques ».

Un peu partout dans le monde, le système démocratique qui s'impose à la fin de la Seconde Guerre mondiale comme norme enregistre crises, soubresauts, échecs, et est aujourd'hui un objet de doutes – voire de rejets – assumés. C'est singulièrement sensible dans les « vieilles démocraties » occidentales, où le système des partis semble avoir épuisé sa force propulsive, où le législatif peine à prévaloir sur l'exécutif, où l'explosion des inégalités sociales et des discriminations accompagne les circulations brutalement libérées du capital. La mise à mal des contrats sociaux issus d'un rapport de forces mondial renversé par la révolution néolibérale déstabilise, de fait, des démocraties conçues autour d'un Etat de droit

*Un peu partout
dans le monde,
le système
démocratique
qui s'impose à la
fin de la Seconde
Guerre mondiale
comme norme
enregistre crises,
soubresauts,
échecs, et est
aujourd'hui un
objet de doutes
– voire de rejets –
assumés.*

(1) *Le Bon Gouvernement*, Seuil, 2015.

et d'un appareil d'Etat régulateur. Ce « malaise démocratique », directement lié au bouleversement des mécanismes de répartition des richesses, de leur distribution et du socle de valeurs qui les légitimaient, singulièrement celle de l'égalité, rencontre une autre révolution : celle d'un individu clivé entre citoyen et consommateur, plus sensible à sa liberté qu'aux libertés, dont la capacité de projection et de communication est potentiellement sans limites. Il en résulte une moindre capacité des systèmes de représentation à faire de l'unique à partir du multiple, à définir un intérêt considéré et accepté comme général, d'où un sentiment puissant d'obsolescence programmée des mécanismes de représentation et des acteurs qui les incarnent. Cela se vérifie en France, qu'il s'agisse des partis rompus aux entrechats obligés de la V^e République ou des élus de tous niveaux, le tout sur la toile de fond dégradée du mensonge, du reniement, de la corruption. Bref, nous sommes à ce moment dont Pierre Rosanvallon écrit : « *Nos régimes peuvent être dits démocratiques, mais nous ne sommes pas gouvernés démocratiquement.* »⁽¹⁾

Comme toute crise, ou toute période d'instabilité, celle-ci est grosse d'un devoir de réinvention et peut être lue comme une séquence de mue, pleine d'espoirs d'une « autre politique », d'un « autre monde » proclamé en attente d'une cristallisation « différente », la question des contenus restant ouverte. Dans de telles phases, de « nouvelles » références politiques, idéologiques, s'affirment, luttent pour devenir centrales dans le débat public et, partant, dans l'organisation de la démocratie à venir. Cette émergence peut aussi n'être qu'un recyclage, préparant davantage des pseudomorphoses que des métamorphoses.

La volonté de « se prendre en main »

Pour ne prendre que cet exemple, la notion de « peuple » n'est pas, en soi, nouvelle ; mais sa centralité soudaine dans le débat électoral français renvoie d'une part à une certaine incapacité des institutions à incarner ce peuple, d'autre part à un déficit de légitimité des formes d'organisations politiques traditionnelles ainsi que des corps intermédiaires. Elle indique, enfin, l'approche du monde comme un tout homo-



gène, exempt de contradictions – et de conflits – de classes, au bénéfice d'une vision « unie » de la nation, de la République, des citoyens.

Dans un tout autre ordre d'idée, la prolifération – bien réelle – d'expérimentations citoyennes qui visent à produire, distribuer, consommer, débattre et décider autrement témoigne à sa façon du hiatus grandissant entre acteurs sociaux et sphère politique, ainsi que d'une volonté grandissante de mise en œuvre immédiate de réformes, d'un désir de « se prendre en main », sans considération macroéconomique ou macropolitique. C'est la signification des jurys citoyens, des référendums d'initiative populaire, des Nuits debout et autres innovations que l'on retrouve au plan municipal dans les mécanismes de représentation et de délibération, comme c'est le cas pour le village de Saillans, qui a vu élire une liste « *participative et collégiale* » au détriment d'un notable aux méthodes classiquement verticales [voir photo]. On retrouve

**Atelier participatif
n°3 « Tables
thématiques »
en vue de la révision
du Plan local
d'urbanisme de la
ville de Saillans,
juillet 2016.**

(2) Yves Sintomer (en collaboration avec L. Rabatel), *Tirage au sort et démocratie. Pratiques, instruments, théories*, La Découverte, 2017 (à paraître).

dans ces nouveaux dispositifs la même volonté d'une démocratie continue et non intermittente. Le défi étant de passer du stade des expérimentations à celui de norme, ce qui nécessite des sauts qualitatifs d'importance dont personne ne peut dire à l'avance les formes qu'ils prendront, si ce n'est qu'ils seront horizontaux, qu'ils emprunteront aux nouvelles technologies et combineront innovations et rénovations⁽²⁾.

**Des luttes qui participent
du même mouvement**

Mais le défi est majeur. Il est d'autant plus stratégique que, pour l'heure, ce qui domine au plan mondial, c'est bel et bien recul démocratique et forte délégitimation des droits. Dans une écrasante majorité de pays, et c'est un immense paradoxe, les peuples sont contraints à de lourds sacrifices pour défendre ou obtenir les droits, libertés et systèmes de représentation dont les mécaniques sont jugées insatisfaisantes sous d'autres latitudes. S'exprimer, s'organiser politi-

quement, se syndiquer, pouvoir contester, blasphémer ou... voter librement, tout cela constitue en effet pour des centaines de millions de femmes et d'hommes un horizon dangereusement désirable. Le rappeler ne vise nullement à relativiser la nécessaire critique de la démocratie parlementaire telle qu'elle s'exerce en Occident. C'est signaler la non moins nécessaire obligation d'inscrire ces critiques dans le cadre incontournable de la mondialisation des marchés, de ses contradictions et des tensions qu'elle exacerbe. Ce n'est pas faire preuve d'esprit de solidarité et moins encore de compassion, mais souligner que les luttes visant à défendre ou conquérir des droits démocratiques sont, ou devraient être – où qu'elles se mènent dans le monde – pensées comme inséparables dans la mesure où elles procèdent d'un même moment d'histoire.

Rien ne serait plus absurde en effet que de considérer que la défense et la conquête des droits et libertés classiques – certains



© F. DE LA MURE, MAEC

diraient formels – seraient l’apanage des peuples confrontés à une férule dictatoriale ou autoritaire, tandis que les « vieilles démocraties » auraient à charge « d’inventer » une « nouvelle génération » de démocratie. Les désirs de renouvellement – ou, plus exactement, d’effectivité – sont de fait transversaux, ainsi d’ailleurs que les formes de mobilisation qui en portent témoignages. Il n’est à voir comment le modèle d’occupation des places s’est répandu, du nord de l’Afrique aux Etats-Unis d’Amérique, en passant par l’Europe centrale.

Pour autant, les agressions dirigées contre les droits de l’Homme un peu partout dans le monde, l’état de faiblesse des résistances qui y font face témoignent de la difficulté à construire des contre-offensives d’ampleur et, plus encore, à les organiser en convergences solidaires. Ce ne sont pourtant pas les « causes » qui manquent (voir encadré ci-contre).

Ces violations des droits de l’Homme sont souvent naturalisées, présentées hors de leur

Les désirs de renouvellement sont transversaux, ainsi d’ailleurs que les formes de mobilisation qui en portent témoignages. Il n’est à voir comment le modèle d’occupation des places s’est répandu (ici, place Tahrir, au Caire).

contexte social et historique, ou comme le prix à payer à la lutte contre le terrorisme, selon un oxymore orwellien d’après lequel le sauvetage de la démocratie justifierait sa suspension. Il n’en est rien. Ces événements procèdent d’un moment politique de la mondialisation, caractérisé par Jean-François Bayart comme « national-libéral » – « nationalisme pour les pauvres, libéralisme pour les riches »⁽³⁾ –, dans lequel on retrouve trois éléments. Tout d’abord, l’universalisation de l’Etat-nation comme forme d’organisation politique, avec une tendance lourdement répressive, la mondialisation d’un certain nombre de marchés, comme ceux des capitaux, des biens, et, dans une moindre mesure, de la force de travail, enfin, la généralisation des consciences identitaristes et particularistes, ethno-nationale dans les Balkans ou en Europe centrale, « ethnique » en Afrique, nationale religieuse en Europe...

Dans la plupart des cas, cette rétraction identitaire, qui procède souvent par invention de

la tradition, se traduit par une pulsion purificatrice, soit par massacres, soit par déportations, soit encore par assimilation politique. C’est cette vague de fond aussi puissante qu’inquiétante, qui, en quelque sorte, fournit une assise de « légitimité nationale » à l’émergence de forces antidémocratiques, à leurs discours et aux agressions ou limitations des droits démocratiques. Ce qui explique que leur défense soit partout à l’ordre du jour comme condition indispensable à la nécessaire réinvention démocratique qu’appelle le fait de prendre en main les grands défis posés à l’humanité.

Cette défense est plus que jamais à hauts risques. Le gouvernement de Pékin, l’Iran des mollahs, la férule tunisienne de Ben Ali, les régimes autoritaires d’Egypte ou d’Algérie ont montré avec quelle férocité ils savaient combattre toute velléité démocratique en surfant sur le paradigme de la lutte antiterroriste. A l’autre bout du spectre politique, les démocraties parlementaires ont fait la démonstration de leur perméabilité – pour ne pas dire plus – aux chants corrupteurs des comptes off shore, aux délices de l’esquive fiscale et aux sentiments d’autosatisfaction sécuritaire face à la « menace terroriste » et aux « extrêmes », ce dernier vocable renvoyant dos à dos et dans une même condamnation tous les acteurs porteurs d’une volonté de changement radical, qu’ils soient porteurs d’une idéologie fascisante ou mus par la justice sociale.

Le temps d’une réinvention démocratique

Cette « confusion » n’est que l’habillage du vieux postulat thatcherien selon lequel « *There is no alternative* ». En ouvrant au « débat » le champ des identités nationales et de leur protection contre les « grands remplacements », « invasions » et autres profiteurs, ce dogme néolibéral

(3) *L’Impasse national-libérale*, La Découverte, mars 2017.

(4) « Vive la démocratie ! », voir www.ldh-france.org/wp-content/uploads/2017/06/RESO-VIVE-LA-DEMOCRATIE-DEF-6-juin.pdf.

conforte de fait l'interdit opposé à toute remise en cause des grandes options économiques, qu'il s'agisse de la monnaie et de ses usages, de la fiscalité et de ses possibles, ou encore des choix majeurs qui engagent l'avenir de l'humanité. Ce n'est pas par hasard que l'on rencontrera les climatosceptiques plutôt du côté des tenants de l'ordre établi... Ce brouillage de cartes des changements possibles fonctionne comme un manteau de Noé jeté sur la crise économique, sociale et écologique ; il accentue la mutation d'un Etat social en Etat sécuritaire et polarise les débats publics sur des logiques régressives d'enfermement et de rejet. Meurtris par le présent, frustrés d'avenir meilleur, orphelins d'une authentique représentation, les électrices et les électeurs sont vivement encouragés à faire leur deuil de l'égalité, de la justice et de la fraternité, à délaisser le champ du combat démocratique pour se replier sur les postures, plus immédiates, plus affinitaires, de l'autoritaire ou de l'identitaire, perdant ainsi de vue la nécessaire défense et conquête de droits garantis par leur caractère universel et indivisible.

Ainsi, et comme le souligne la résolution adoptée par le congrès de la LDH le 5 juin dernier⁽⁴⁾, la démocratie est à défendre chaque jour, et, chaque jour, à réinventer. Ce travail de Sisyphe ne sera ni le produit d'un bricolage institutionnel, ni la seule résultante d'une « tête bien faite ». Le processus s'annonce long et ne sera sans doute pas un « dîner de gala ». D'évidence, il ne saurait se penser indépendamment d'avancées sociales, de genre, écologiques, du fait même de leur caractère transversal et propulsif au plan mondial. Car la quête démocratique, la conquête de droits ne sauraient se laisser enfermer dans des frontières nationales qu'au risque d'une irrémédiable asphyxie. Citoyens de tous les pays... ●

Le lourd agenda mondial des violations des droits de l'Homme

L'agenda mondial des violations démocratiques n'a jamais été aussi agité et rempli. Au point qu'il est pratiquement impossible aujourd'hui d'ouvrir un journal ou d'écouter un sans être saisi d'une de ces violations. Pour s'en tenir à une actualité récente et loin d'être exhaustive, à Hong Kong, neuf démocrates ont été inculpés pour leur participation à une manifestation contre Pékin. Deux élus indépendantistes, Yau Wai-ching et Baggio Leung, ont été inculpés quelques semaines avant la visite attendue à Hong Kong du président chinois Xi Jinping, pour marquer le 20^e anniversaire de la rétrocession, le 1^{er} juillet 1997.

En Turquie, plus de cent mille fonctionnaires, dont plus de neuf mille cent policiers, ont été suspendus pour des liens présumés avec le réseau de Fethullah Gülen, accusé par le gouvernement turc d'avoir ourdi la tentative de putsch de juillet 2016.

Les autorités turques ont, en outre, arrêté plus de mille personnes lors d'une nouvelle purge, dix jours après la victoire du président Recep Tayyip Erdogan au référendum renforçant ses pouvoirs et à trois semaines d'un déplacement de celui-ci aux Etats-Unis.

L'Europe centrale n'est pas épargnée ; le gouvernement hongrois a récemment proposé au vote du Parlement une nouvelle loi ciblant les associations et organisations – singulièrement celles qui se préoccupent des droits – bénéficiant de « fonds étrangers » et stigmatisées pour vouloir « *interférer dans les affaires intérieures* ».

Un décret du Président américain Trump vise à priver de subventions fédérales les « *villes sanctuaires* », collectivités ainsi autodésignées pour vouloir protéger leurs habitants sans papiers en refusant de coopérer avec la police fédérale de l'immigration.

A Varsovie, le gouvernement multiplie les lois liberticides, qu'il s'agisse du droit des femmes ou des libertés publiques. Une nouvelle législation interdit l'organisation de tout rassemblement qui se tiendrait au même endroit

et même temps qu'un autre rassemblement, convoqué celui-là par les pouvoirs publics ou par des églises. Un maire voudrait-il autoriser un tel rassemblement, le préfet peut l'interdire. Autorités politiques et religieuses peuvent donc interdire n'importe quelle manifestation, quel qu'en soit le motif. Au Brésil, quatre entreprises géantes de la construction dominent la vie politique du pays depuis des décennies, à travers la corruption systématique de tous les gouvernements. En Inde, la « plus grande démocratie du monde », treize syndicalistes de l'entreprise Maruti Suzuki Manesar ont été condamnés à un emprisonnement à vie, tandis que cent quatorze autres travailleurs ont été acquittés après avoir effectué trente et un mois de prison préventive.

Forces antidémocratiques à l'œuvre

Ainsi va – mal – le monde. Et cet inventaire à la Prévert des heurs et malheurs de la démocratie dans le monde est loin d'être complet. On devrait, sans forcer le trait, y ajouter l'état des lieux de l'Arabie saoudite, ainsi que de quelques dictatures aussi dangereuses que notoires. Il faudrait également mentionner les syndicalistes colombiens assassinés, les prisonniers politiques palestiniens acculés à la grève de la faim, la censure sanglante au Venezuela, sans compter évidemment les zones de guerre où l'Etat de droit a disparu au bénéfice d'entrepreneurs privés spécialisés dans l'exaltation de la violence, de l'irrationnel et de l'exploitation, sous les formes les plus barbares. Chaque violation des droits en provoquant d'autres, il faudrait également s'arrêter sur le sort fait aux centaines de milliers de femmes, d'enfants, d'hommes étiquetés « migrants », rejetés d'une frontière à une autre et qui tentent désespérément de rappeler l'humanité des nantis à la réalité de leur pauvre humanité...

P. T.